

MOHAMED BOUCHAKOUR, PROFESSEUR À HEC (ALGER)

«Le débat sur le gaz de schiste est secondaire»

Le Soir d'Algérie : Le débat sur le gaz de schiste a été lancé en Algérie ces derniers mois et met en présence ceux qui sont pour et ceux qui sont contre. Comment voyez-vous la question ?

Mohamed Bouchakour : La question du gaz de schiste suscite aujourd'hui des controverses très enrichissantes, mais il faut dire que si un débat énergétique national est lancé, ce n'est vraiment pas par ce bout qu'il faut l'aborder. Commençons par rappeler dans des termes brefs et simples de quoi il s'agit : l'exploitation du gaz de schiste a été lancée il y a plus d'un siècle aux Etats-Unis. Du fait que c'est un gaz naturel qui a la particularité de s'être formé et d'être resté «piégé» dans les porosités d'une roche argileuse et donc imperméable, il est qualifié de non conventionnel et son exploitation coûte d'emblée plus cher que celle du gaz conventionnel comme celui de Hassi R'mel par exemple. Une fois découvert, son extraction nécessite en effet des opérations coûteuses qui consistent en forages horizontaux et en fracturation de la roche par injection d'eau et d'additifs à haute pression. Dès le départ, le gouvernement américain a apporté un soutien déterminant au développement de cette ressource, aussi bien sous la

En Algérie, les termes dans lesquels se pose la sécurité énergétique renvoient à l'image d'un train qui en cache deux autres plus déterminants : la sécurité financière et, derrière elle, le coup de grâce, la sécurité nationale.

forme de déréglementation qu'à coups de subventions. La hausse des prix du gaz naturel au cours des années 2000 et les progrès technologiques dans la fracturation hydraulique et le forage horizontale ont contribué à en améliorer la rentabilité, mais il reste un gaz économiquement plus coûteux que le gaz conventionnel, abstraction faite des risques et retombées environnementales en termes de pollution du milieu.

Aujourd'hui, les Etats-Unis et le Canada sont à la pointe du développement du gaz de schiste, malgré une rentabilité insuffisante. C'est la rançon d'une démarche d'indépendance énergétique, mais une autre explication serait que l'augmentation de la production de gaz de schiste dans ces deux pays pourrait aussi contribuer à la marge à contrer la hausse des prix du gaz conventionnel exporté vers la zone de l'UE, notamment en provenance de Russie, d'Iran, du Qatar et d'ailleurs... dont bien sûr l'Algérie. Il faut savoir que le potentiel mondial de gaz de schiste est énorme y compris en Algérie et son développement là où il se trouve intéresse au plus haut point les Etats-Unis et le Canada, ainsi que le reste des pays développés d'Europe, d'Asie. Voilà en gros ce qu'il faut retenir sur le gaz de schiste.

L'Algérie a-t-elle finalement intérêt à se lancer dans le gaz de schiste sachant qu'il est peu rentable, qu'il nécessite des subventions publiques, qu'il a des retombées environnementales négatives et qu'il contribue indirectement à tirer les prix mondiaux du gaz conventionnel vers le bas ?

Une partie de la réponse est contenue dans votre question. J'ajouterais que si vous comptez financer le projet gaz de schiste avec l'argent des hydrocarbures conventionnels qui sont plus compétitifs, c'est comme si vous meniez une opération de troc dont le solde financier ou énergétique est négatif pour vous. Par contre, oui au gaz de schiste s'il est développé par des financements qui ne proviennent pas des hydrocarbures conventionnels. Ceci, toutes choses étant égales par ailleurs et abstraction faite d'autres considérations d'ordre écologique ou liées à la géostratégie des

marchés énergétiques. Ceci étant, l'heure n'est vraiment pas au débat pour savoir si l'Algérie doit se lancer ou non dans le gaz de schiste. C'est là une question très secondaire et pas du tout prioritaire par rapport aux questions fondamentales qui se posent aujourd'hui au secteur de l'énergie en Algérie.

Alors quel devrait être le débat chez nous ?

Aujourd'hui, l'Algérie fait face à une équation stratégique plus globale et plus fondamentale dont les trois variables sont : un, les découvertes significatives de nouveaux gisements déclinent et nos réserves d'hydrocarbures au mieux stagnent ; deux, la consommation énergétique nationale explose ; trois, nos échanges extérieurs sont structurellement ligotés dans une mono-exportation d'hydrocarbures. L'équation est aussi claire que cruelle : nous allons droit dans le mur et notre salut ne dépend pas de la question «oui ou non pour le gaz de schiste» et je suis stupéfait que le chef du gouvernement se soit laissé aller à se prononcer sur le sujet, alors que les questions fondamentales sont ailleurs et plus globales. L'équation stratégique à laquelle nous sommes confrontés contient

un double défi, celui de la sécurité énergétique et celui de la sécurité financière. Au passage, soulignons

que c'est la sécurité financière qui est déterminante car c'est elle qui est de nature à garantir ou pas la sécurité énergétique, et non l'inverse. Quand on jouit d'une manne naturelle qui nous prédispose à la sécurité énergétique, comme c'est le cas pour l'Algérie, il n'est pas dit que cette manne doive aussi nous garantir une sécurité financière. Nous l'avons compris depuis longtemps, mais malheureusement rien ne bouge. Je pense que stratégiquement le débat sur la sécurité financière doit primer sur le débat sur la sécurité énergétique. En effet, le premier porte sur des choix de politique économique d'ensemble et de politiques sectorielles, tandis que l'énergie, en dépit de sa place centrale dans l'économie algérienne, n'est, comme toute, qu'un secteur parmi d'autres. Tout le problème est justement que ce secteur doit cesser d'être central et de pourvoir à tout et parfois à n'importe quoi. Sa vocation naturelle est d'abord d'assurer la sécurité énergétique et ensuite, de contribuer, aux côtés d'autres secteurs, à procurer des ressources financières au pays.

On a compris que la sécurité financière renvoie à un programme de développement économique global qui transcende tous les secteurs. Qu'est-ce que vous entendez exactement par sécurité énergétique ?

C'est une notion qui est apparue au cours des années 1970 dans les pays développés importateurs de pétrole. Dans le contexte de l'époque, et compte tenu des «deux chocs» qu'ont connus les prix, le sens de cette notion se résumait à la quête d'une stabilité dans l'approvisionnement énergétique national. Cet objectif englobait le pétrole, mais s'étendait aussi aux sources d'énergie alternatives. Dans le sillage du renchérissement pétrolier, la rentabilité économique de celles-ci était, désormais et pour une grande part, relativement acquise. A partir des années 1980, les problématiques dans ces pays ont progressivement évolué et surtout elles se sont diversifiées. Chaque pays a été amené à donner un sens précis et spécifique à cette notion de sécurité énergétique, et je crois que

notre tour est venu de le faire, nous aussi.

Quelles sont donc les grandes approches en présence actuellement dans le monde en matière de sécurité énergétique ?

Il y a une diversité des visions. Je peux vous citer à titre illustratif quelques exemples qui montrent de manière assez contrastée les différences qui peuvent se dissimuler derrière la même notion. A tout seigneur tout honneur, premier exemple, les Etats-Unis. La sécurité énergétique est traditionnellement assimilée à l'indépendance énergétique. Le fil conducteur de la vision y est de s'évertuer à produire l'énergie au niveau national de façon à réduire le recours aux importations. Dans cette optique, on comprend pourquoi c'est ce pays qui a développé en premier et de manière radicale les gisements de gaz de schiste et les technologies qu'il exige. C'était aussi le premier bénéficiaire des «chocs pétroliers» des années 1970 puisque celles-ci ont permis de faire émerger les énergies alternatives. Si l'Algérie calque sa vision de la sécurité énergétique sur celle des Etats-Unis, nul doute que le gaz de schiste devrait tôt ou tard avoir une place. Autre exemple, celui du Japon. L'accent est plutôt mis ici sur la compensation de la pauvreté nationale en ressources naturelles, par la compétitivité économique internationale dans des secteurs diversifiés, prolongée par le commerce, les services de pointe et l'investissement à travers le monde. Au Japon, sécurité énergétique rime avec sécurité des financements qui sont utiles à la garantie des approvisionnements nationaux. Quand bien même le Japon aurait du gaz de schiste, ce qui est loin d'être le cas à ma connaissance, il est fort probable que cette ressource resterait inexploitée, ou seulement à titre de RD.

Abstraction faite des raisons écologiques. Troisième exemple, celui de la France. La sécurité énergétique dans ce

pays repose sur deux axes : miser sur le «tout- nucléaire» et aller chercher et produire l'énergie quelle qu'en soit la forme fossile ou nucléaire, là où elle se trouve, à défaut d'en avoir sous les pieds.

Le quatrième exemple est celui de la Chine dont les besoins énergétiques sont structurellement en pleine expansion. Ce pays semble orienter sa sécurité énergétique vers un mix : compétitivité économique internationale comparable à celle du Japon, combinée à la constitution d'un portefeuille d'actions dans le secteur pétrolier à l'étranger. Autre exemple enfin, celui de la Russie pour qui la sécurité énergétique repose fortement sur l'électricité hydraulique et la restriction de l'investissement étranger dans les secteurs du pétrole et du gaz au niveau national.

Quel sens donneriez-vous donc à la sécurité énergétique pour l'Algérie ?

Je n'aurais pas la prétention de répondre à une question aussi complexe, comme cela, au pied levé. Je viens de citer quelques exemples de vision en les caricaturant un peu, juste pour souligner les différences d'orientation fondamentale. Chez nous, le défi de la sécurité énergétique se double encore une fois de celui de la sécurité financière, puisqu'à terme, probablement dans moins d'une dizaine d'années, le déclin de la production commencera à impacter négativement le bilan énergétique national et la balance des paiements. En Algérie, les termes dans lesquels se pose la

sécurité énergétique renvoient à l'image d'un train qui en cache deux autres plus déterminants : la sécurité financière et derrière elle, le coup de grâce, la sécurité nationale. Face à ces périls qui pointent à l'horizon, fermer les yeux sur les défis urgents et complexes qui se posent et s'intéresser à des sujets comme le gaz de schiste, me paraît relever tout simplement de la schizophrénie.

Vous préconisez donc un débat national sur la sécurité énergétique du pays ?

Je ne dirais pas les choses comme ça. Un débat sur une notion de nature aussi doctrinale risque de nous entraîner dans des discussions qui risquent d'être à la fois stériles et interminables. La sécurité énergétique, il faudrait arriver à en faire, sans palabrer autour. Deux initiatives fortes seraient à mon sens les bienvenues :

- premièrement, un débat organisé sur le modèle énergétique national à 2025 ou 2030. Ce que j'entends par modèle énergétique, c'est la projection à long terme d'un bilan énergétique dans lequel se combine de manière optimale une série d'options qui touchent à la structure et à la dynamique de la production énergétique par source et par filière, mais aussi à celle de la consommation par usage, par secteur et par région. Aujourd'hui, nous n'avons pas de modèle énergétique de référence, mais des pratiques en vigueur, qui se sont imposées, ou qui ont été imposées, et qui continuent de prévaloir. Le modèle énergétique en vigueur est défiguré et souffre d'incohérences graves qu'il est urgent de corriger aussi bien du côté de la production que du côté de la consommation. Il est permis de rêver : disons qu'un modèle de référence cohérent, rationnel et ajustable périodiquement, mériterait d'être consacré comme outil de politique sectoriel dans une loi d'orientation sur

la politique énergétique nationale.

Nous adoptons des lois sur les hydrocarbures, mais celles-ci sont amputées de sens sans ancrage

dans une loi d'orientation sur la politique du secteur de l'énergie.

La seconde initiative serait consacrée à un plan Orsec sur 2 à 3 ans pour le secteur de l'énergie. Les entreprises de ce secteur, et en particulier Sonatrach qui célèbre cette année le cinquantième anniversaire de sa création, ont besoin d'un sursaut et d'une reconstruction, tant elles ont été malmenées, voire laminées tout au long de ces dernières années. C'est la qualité de leur management, leurs ressources humaines, leurs métiers, leurs équipements, qui en ont pâti le plus.

Dans le plan Orsec dont elles ont besoin, une place de choix devrait revenir à des domaines prioritaires. Sans être exhaustif, citons l'amont pétrolier et gazier et l'état des réservoirs, la GRH au sens large dont la formation et la motivation, la maintenance et la rénovation-renouvellement des équipements, la sous-traitance et la politique industrielle pour l'énergie, etc. Ces deux chantiers sont complémentaires et constitueraient, à mon sens, et de manière concrète et constructive, le premier pas vers une démarche de sécurité énergétique.

Un dernier mot peut-être ?

Oui. Nous sommes un pion dans la sécurité énergétique des autres, y compris notre gaz de schiste. Il est grand temps de penser à la nôtre.